



CFC 694 RENOVATION TECHNIQUE COLLEGE CALVIN

Mandat d'ingénieur spécialiste Chauffage Ventilation Sanitaire et MCR (CVCS+MCR)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES
Procédure internationale *ouverte*

OFFRE DU CANDIDAT A REMETTRE

Genève, le *29/09/2023*

A compléter par le soumissionnaire :

Nom de l'entreprise responsable de l'offre :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Adresse électronique (email) :

	Offre soumissionnaire	Offre après vérification
Montant TTC Sous-Projet n°1 :	CHF .—	CHF .—
Montant TTC Sous-Projet n°2 :	CHF .—	CHF .—
TOTAL TTC	CHF .—	CHF .—

Date :

Signature(s) * : _____

* Tous les membres d'un consortium doivent signer le présent document. En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.



TABLE DES MATIERES

- 1. ATTESTATIONS A REMETTRE**
- 2. CARACTERISTIQUES DU CANDIDAT**
- 3. ENGAGEMENT A RESPECTER L'EGALITE ENTRE HOMMES ET FEMMES**
- 4. DOCUMENTS SPECIFIQUES**
 - 4.1. COMPREHENSION DE LA PROBLEMATIQUE**
 - 4.2. REFERENCES DU CANDIDAT**
 - 4.3. ORGANISATION DU CANDIDAT**
 - 4.4. QUALITE ECONOMIQUE GLOBALE DE L'OFFRE**
- 5. FORMATION**
- 6. ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

DOCUMENTS TECHNIQUES REMIS AU SOUMISSIONNAIRE :

Nr Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire	A annexer dans l'enveloppe Attestation	A annexer dans l'enveloppe Soumission
00	A1 Cahier Technique	information		
05	Rapport projet Production de chaleur et MCR	information		
06	Audit Ventilation	information		
07	Rapport Projet Ventilation MCR	information		
08	Rapport Soumission CV MCR	information		
09	Rapport ingénieur acousticien	information		



1. ATTESTATIONS A REMETTRE avec l'offre
selon l'art. 32 du règlement sur la passation des marchés publics L 6 05.01

Le candidat ou le soumissionnaire a l'obligation de remettre les attestations et preuves ci-dessous dans le même délai que le dépôt de l'offre, y compris celles des sous-traitants si la sous-traitance est autorisée.

En cas d'association de bureaux ou de pool pluridisciplinaire, tous les membres associés doivent également fournir ces attestations et preuves.

En remettant les attestations et preuves requises ci-dessous, le candidat ou le soumissionnaire s'engage à respecter les exigences pendant toute la durée de la procédure de mise en concurrence et sur la durée de l'exécution du marché, ceci **y compris pour ses sous-traitants**.

Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions entraînera **l'exclusion immédiate** du candidat ou du soumissionnaire de la procédure, voire du contrat en cours d'exécution du marché.

1. Attestations justifiant que le personnel est assuré conformément à la législation en vigueur et que les paiements sont à jour, soit :

- Attestation d'assurance vieillesse et survivants (AVS ou équivalent)
- Attestation d'assurance invalidité (AI ou équivalent)
- Attestation d'assurance perte de gain (APG ou équivalent)
- Attestation du paiement des cotisations chômage
- Attestation du paiement des allocations familiales
- Attestation du paiement de la prévoyance professionnelle (LPP ou équivalent)
- Attestation d'assurance-accident (SUVA ou équivalent)

2. Attestation de l'autorité fiscale compétente justifiant que le soumissionnaire s'est acquitté de ses obligations en matière d'impôt à la source retenu sur les salaires de son personnel ou qu'il n'a pas de personnel soumis à cet impôt

3. Attestation certifiant pour le personnel appelé à travailler sur territoire genevois

- Soit que le soumissionnaire est lié par la convention collective de travail applicable à Genève, dans la branche pour laquelle il soumissionne
- Soit qu'il a signé, auprès de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT <http://www.geneve.ch/ocirt/>), un engagement à respecter les usages en vigueur à Genève, dans la branche pour laquelle il soumissionne.

Délai de validité des attestations max. 3 mois

Remarques :

- L'ensemble des attestations peut être remplacé par une attestation unique «multipack» délivrée par un organisme officiel accrédité. Si une des rubriques est barrée, le candidat ou le soumissionnaire devra délivrer l'attestation en annexe.
- Les indépendants fournissent uniquement les attestations AVS qui prouvent leur statut d'indépendant, ainsi que la preuve du paiement de la cotisation assurance accident.



2. CARACTERISTIQUES DU CANDIDAT

Raison sociale du bureau (pilote en cas d'association en pool *) :	
- Nom et prénom de la personne de contact :	
- Adresse complète :	
- Tél. :	E-Mail :
- Statut juridique du bureau: <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> SA <input type="checkbox"/> autre :	
- Part du marché en % (si association de bureaux) : %	
- Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - -	

* En cas d'adjudication à une association de bureaux en pool pluridisciplinaire, le pilote est le garant des bons rapports entre associés et est le représentant principal de cette association vis-à-vis de l'adjudicateur.

Raison sociale du bureau associé en pool ** :	
- Nom et prénom de la personne de contact :	
- Adresse complète :	
- Tél. :	E-Mail :
- Statut juridique du bureau: <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> SA <input type="checkbox"/> autre :	
- Part du marché en % (si association de bureaux) : %	
- Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - -	

(page à photocopier autant de fois que nécessaire)

** Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple. Chaque membre d'une association de bureaux, d'un consortium ou d'un pool pluridisciplinaire, répond personnellement et solidairement des engagements pris par les associés.



3. ENGAGEMENT À RESPECTER L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES

En signant ce document, les candidat-e-s ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre femmes et hommes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidat-e-s ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitant-e-s les respectent aussi.

En cas d'association d'entreprises ou de bureaux ou de pool pluridisciplinaire, tous les membres associés doivent signer un exemplaire de la présente annexe.

Bases légales

Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :

- L'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg-RS.151.1, www.admin.ch/ch/f/rs/c151_1.html), du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.
- L'article 11, lettre f, de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), du 25 novembre 1994 révisé le 15 mars 2001, qui précise que l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe devant être respecté lors de la passation des marchés.
- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre hommes et femmes permet d'éviter les distorsions entre les concurrent-e-s. En effet, les candidat-e-s ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagé-e-s par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

Contrôles

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, il peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre hommes et femmes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenu-e-s de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre femmes et hommes. Ils ou elles doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitant-e-s.

Mesures et sanctions

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre femmes et hommes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative).

Auto-analyse de l'égalité salariale

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer une analyse de l'égalité des salaires. L'analyse doit être effectuée selon une méthode scientifique et conforme au droit. Cet auto-contrôle ne remplace pas un éventuel contrôle par le pouvoir adjudicateur ou une autre autorité compétente.

La Confédération met gratuitement à la disposition des employeurs un outil d'analyse standard. Cet outil, nommé Logib, est téléchargeable sur le site www.logib.ch. Un tutoriel, des formations ainsi que des entreprises proposant dans leurs services de réaliser l'analyse de l'égalité des salaires avec Logib sont proposés sur le site Internet du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

Raison sociale du ou de la candidat-e ou soumissionnaire :

Date : _____

Signature(s) * : _____

* *Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau.*



4. DOCUMENTS SPECIFIQUES

4.1 COMPREHENSION DE LA PROBLEMATIQUE

(Une page A4 recto/verso par question maximum)

Q1-Pouvez-vous confirmer la faisabilité technique du projet et imaginer des améliorations sur la base proposée ? présentez votre analyse du projet et ses principales difficultés, points bloquants et pistes d'améliorations.

Q2-Quels méthodologies, processus et outils mettrez-vous en place pour **assurer la qualité** des prestations des entreprises, la maîtrise en tout temps des **coûts** et le respect des **délais** sur ce projet dans un site éducatif qui restera occupé et en exploitation ?

Q3-Pouvez-vous apporter une réflexion et une éventuelle optimisation de projet dans la perspective de raccordement aux réseaux CAD à l'horizon 2030 ?

Décrivez succinctement les solutions possibles et les mesures conservatoires à mettre en place

Q4. Pour ce projet, que comprenez-vous du rôle d'« ingénieur spécialiste chauffage ventilation sanitaire et régulation » ? Au regard de votre compréhension du mandat, en tant qu'ingénieur spécialiste, identifiez les enjeux liés à votre rôle et votre posture dans ce projet. En complément, réalisez une analyse critique de la valeur ajoutée sur la performance des projets réalisés.



4.2. REFERENCES DU CANDIDAT

Le candidat présentera **3 références** et elles devront obligatoirement comporter les précisions énumérées ci-après :

- Présenter le rapport avec le marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- Démontrer l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- Être achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevées ;
- Refléter le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter ;
- Autre :

Les mauvaises expériences avec l'autorité adjudicatrice peuvent être prises en compte dans l'évaluation des références

Le candidat bénéficie de deux pages A4 recto/verso par bureau pour les présenter sous la forme qui leur conviendra (image, texte, dessins, etc.). Tout document supplémentaire sera écarté de l'évaluation.



4.2. Nom du bureau qui cite les références ci-dessous :

1.

Objet, lieu :
Maître d'Ouvrage :
Personne de contact : Mme/M. Téléphone :
Année :
Prestations effectuées :
Responsable :
Partenaires :
Coût total de l'opération :

2.

Objet, lieu :
Maître d'Ouvrage :
Personne de contact : Mme/M. Téléphone :
Année :
Prestations effectuées :
Responsable :
Partenaires :
Coût total de l'opération :

3.

Objet, lieu :
Maître d'Ouvrage :
Personne de contact : Mme/M. Téléphone :
Année :
Prestations effectuées :
Responsable :
Partenaires :
Coût total de l'opération :

(page à photocopier s'il y a plusieurs bureaux associés)



4.3. ORGANISATION DU CANDIDAT

- Effectif du bureau
- Organigramme (pour les pools de mandataires)
- Personnes clés responsables du mandat et leur suppléant avec CV et diplômes
- Nombre de collaborateurs prévus pour le mandat avec pour chacun
 - ⇒ formation de base (diplôme)
 - ⇒ date d'engagement dans le bureau
 - ⇒ tâches affectées au collaborateur pour le mandat
 - ⇒ taux d'occupation

NOM et prénom	Fonction (pour l'exécution du marché)	Années expériences dans la fonction	Disponibilité Pour le Projet (%)
			%
			%
			%
			%
			%
			%
			%



4.4. QUALITE ECONOMIQUE GLOBALE DE L'OFFRE

Les prestations sont énumérées, ***pour chaque sous-projet, dans les cahiers des charges joints en annexes***, en référence au descriptif des prestations du règlement SIA 102, art 4. ou autres.

Le candidat doit remplir les annexes jointes au dossier :

-Sous-Projet n°1

Annexe « 02-Cahier des charges_Sous-Projet 1_Chauffage, Sanitaire et MCR»

-Sous-Projet n°2

Annexe « 03-Cahier des charges_Sous-Projet2 _Ventilation et MCR»

Le candidat est tenu de signaler au Maître de l'ouvrage toutes omissions ou toutes prestations nécessaires à l'accomplissement de ce mandat.

Les montants totaux TTC doivent être reportés sur la page de garde de ce document



5. FORMATION

- ✓ page à photocopier s'il y a plusieurs bureaux associés
- ✓ les informations transmises doivent correspondre à la capacité en personnel de l'entité qui soumissionne.

Nom ou raison sociale du bureau :

1. Effectif du bureau, sans le personnel temporaire ou en formation :

TOTAL : postes de travail

Un poste de travail correspond à une activité à 100% dans le cadre du bureau ou de l'entreprise. Une personne employée à 60% représente 0.6 poste de travail.

2. Nombre de stagiaires formés ces 4 dernières années :

Seuls les stagiaires effectuant un stage de formation obligatoire dans les cursus de formation peuvent être comptabilisés

3. Nombre d'apprentis formés ces 4 dernières années :

Pour calculer le nombre d'apprentis à prendre en compte, on cumulera le nombre d'apprentis formés pour chacune des 4 dernières années selon l'exemple suivant :

Années	NOMBRE D'APPRENTIS
2014-2015	0
2015-2016	1 (BERTRAND)
2016-2017	2 (BERTRAND, NOEMIE)
2017-2018	3 (BERTRAND, NOEMIE, VALENTIN)
TOTAL	6

4. Nombre d'employés experts ou commissaires au sein du bureau :

5. Autres actions entreprises par le bureau en matière de formation :



6. ENGAGEMENT DU CANDIDAT

En signant et en déposant leur offre, tous les membres d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;

b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;

c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;

d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;

e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;

f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité.

g) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;

h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;

i) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, celui-ci doit être annoncé immédiatement à l'adjudicateur qui est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;

j) il confirme qu'il n'est pas impliqué dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;

k) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;

l) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;

m) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail



forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;

n) il respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;

o) en cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;

p) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage ;

q) il créera une société simple selon le Code des Obligations et/ou le contrat de société SIA 1016 s'il y a une association de mandataires, un consortium d'entreprises ou de fournisseurs. Le cas échéant, il fournira également, sur demande l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires co-solidaires ;

r) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;

s) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;

t) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;

u) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;

v) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.